

compris ma question. Peut-être le ministre de l'Agriculture pourrait-il faire cette déclaration demain, à l'appel des motions.

[Français]

LES AFFAIRES CULTURELLES

ENTENTE POSSIBLE ENTRE OTTAWA ET QUÉBEC AU SUJET DE L'ÉDUCATION

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Dirait-il à la Chambre si sa rencontre avec le ministre Jean-Noël Tremblay, du Québec, au sujet d'une entente fédérale-provinciale sur l'éducation, a laissé entrevoir la possibilité de négocier une telle entente dans un climat de cordialité et de compréhension?

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je dois d'abord corriger une fausse impression que semble avoir l'honorable député. Il n'a pas du tout été question d'éducation, mais strictement d'affaires culturelles.

La conclusion de la rencontre a été que les représentants des deux ministères se renseigneraient mutuellement, qu'ils essaieraient de mener des actions complémentaires et de coordonner leurs activités et qu'ils devaient enfin se revoir pour établir comment cette collaboration et cette coordination pourraient se réaliser.

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre peut-il nous dire si, au contact de M. Tremblay, ministre provincial des Affaires culturelles du Québec, il a enrichi sa culture?

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CHINE CONTINENTALE—LA RÉACTION DES ÉTATS-UNIS À LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE PAR LE CANADA

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il a révélé l'autre jour que les États-Unis avaient exprimé une vue contraire à celle du Canada, en ce qui a trait à la reconnaissance de la Chine, exposerait-il à la Chambre et aux Canadiens en général les détails de la position américaine, car les Canadiens devraient être mis au courant avant toute décision?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Cela me paraît inutile. Une déclaration du secrétaire d'État des

[M. Rynard.]

États-Unis a paru il y a bien des semaines. Au besoin, je me procurerai le texte et le déposerai à la Chambre.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Le ministre se propose-t-il de poursuivre les négociations avec le Chine communiste, sans tenir compte de l'attitude adoptée par les États-Unis ou par la population canadienne?

L'hon. M. Sharp: J'espère qu'au Canada, nous prenons nos décisions de manière indépendante.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Ce n'est pas trop tôt.

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES DROITS DISCRIMINATOIRES

M. Hu Harries (Edmonton-Strathcona): J'ai une question à poser au ministre des Transports. Comme l'Association du transport aérien international est en train d'étudier la question du tarif-marchandises international des transports aériens à la réunion d'Athènes, je me demande si on a demandé à la délégation canadienne d'insister pour faire supprimer les droits discriminatoires, excessifs et préjudiciables qui frappent toutes les marchandises expédiées par voie aérienne entre l'Ouest du Canada et l'Europe. Si on ne l'a pas fait, le ministre serait-il disposé à intervenir.

M. Baldwin: On dirait une description d'un budget Benson.

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Je transmettrai volontiers ces instances aux hauts fonctionnaires compétents et je veillerai qu'elles soient étudiées.

LES TRANSPORTS

LE TARIF DU TRANSBORDEUR BORDEN-TORMENTINE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances au sujet du tarif voyageurs et automobile sur le transbordeur Borden-Tormentine, questions d'urgence réelle, puisque la chaussée se meurt, la chaussée est morte. Peut-il nous dire si on a décidé d'augmenter le tarif, et si oui, quand cette mesure regrettable entrera en vigueur?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Cette question devrait être adressée au ministre des Transports.

L'hon. M. Stanfield: Ne refusez pas d'admettre que vous en êtes responsable.